

moyen-orient : au tour du liban

C'est le 28 décembre 1968 que le Liban était entré, par accident semblait-il dans la crise embrasant la quasi-totalité des pays du Moyen-Orient ; nul doute qu'aujourd'hui il n'y soit profondément ancré et pour longtemps. Pour la deuxième fois en quatre mois, le Liban couve une grave crise politique : les lueurs des déflagrations extérieures ont éclairé bien des aspects jusqu'alors restés dans l'ombre de la lutte de classe opposant 4 % des capitalistes et féodaux appuyés par l'impérialisme américain aux masses libanaises. Deux éléments entrent en jeu qui motivent la grève des 15.000 étudiants des cinq universités du Liban : l'inaction du gouvernement ; la lutte des Palestiniens. La plate-forme de lutte des étudiants suscita le soutien de la très grande majorité de la population — syndicats ouvriers et paysans, partis de gauche — ce qui donna une grève d'une ampleur « encore inégalée » au Liban ; pour pouvoir revenir au gouvernement, Karamé a dû reprendre à son compte ces revendications :

- Liberté d'action de la résistance palestinienne ;
- Service militaire obligatoire ;
- Fortification des villages frontaliers ;
- Refus du projet d'internationalisation du Liban ;
- Libertés démocratiques garanties pour tous les citoyens ;
- Institution d'un impôt progressif sur les revenus des grands exploitants et des grandes sociétés capitalistes.

C'est le premier point que le gouvernement Karamé s'est dépêché « d'oublier » ou de renier, refoulant hors du Liban les commandos palestiniens, arrêtant et torturant leurs militants dans les geôles de son régime policier.

Malgré l'interdiction du gouvernement, le mercredi 24 avril des manifestations ont eu lieu dans les principales villes libanaises : Beyrouth, Sclou, Tyr, Tripoli, Boalbek et Nahatieh, organisées par les forces syndicales et politiques de gauche et d'extrême-gauche, grandes et petites, permettant aux ouvriers, paysans et étudiants de se trouver au coude à coude. Les forces de l'ordre ont tiré sur les manifestants qui ont dû faire feu de tout bois : pierres, cocktails molotov et projectiles divers.

Bilan des 24 et 25 avril : 17 tués, 114 blessés dont plusieurs graves ; 200 militants révolutionnaires arrêtés ; l'état d'urgence décrété dans tout le pays, le couvre-feu établi dans chaque ville ; chars et tanks sillonnent les rues.

Le gouvernement a démissionné. Le seuil de la lutte s'est élevé, les masses libanaises ne se contentent pas, cette fois, de promesses démagogiques, mais entendent bien prendre les moyens nécessaires à la satisfaction de leurs revendications...

Capitalisme libanais et impérialisme sont déjà durement touchés au Moyen-Orient... Le combat continue...

hugo blanco toujours en danger



Le régime fantoche du Pérou prépare la mise à mort de Hugo Blanco. Vingt-cinq ans de prison dont six déjà effectués, ce n'est pas assez. Hugo Blanco, ferment de la révolte paysanne, doit être éliminé. Pour la Junte militaire au pouvoir, son existence est une entrave aux mascarades démagogiques auxquelles, sous couvert de nationalisme, se livrent les gorilles.

Depuis qu'il est en prison, Hugo Blanco n'a jamais cédé : dénonçant les tortures et les assassinats, leader incontesté de la prison du Fronton, sans jamais plier devant le chantage et la menace, il est par cela même une écharde qu'il faut arracher, une tête qu'il faut abattre.

Après que le gouvernement Belaunde Terry l'ait fait torturer au bagne de l'île du Fronton et qu'il ait fait assassiner tour à tour ses compagnons prisonniers politiques, la Junte militaire veut l'envoyer dans une autre île de la côte où il n'existe qu'un fortin et où ne sont détenus que quelques prisonniers militaires. Là, il ne sera plus question de visite, d'assistance médicale, de correspondance, de liaisons politiques, dès lors il n'existera plus aucun moyen de protéger Hugo Blanco contre les menaces continues qui pèsent sur lui !

L'acharnement de la Junte réactionnaire s'explique par le crédit et l'influence considérable que Hugo Blanco conserve parmi les masses paysannes pauvres du Pérou dont la misère grandissante rend toujours plus actuelle l'appropriation par les paysans des terres des « Hacenderos ».

Aujourd'hui, alors qu'il devient clair que la Junte n'a pu apporter de solution à aucun des grands problèmes politiques, économiques et sociaux du Pérou, alors qu'aucune aile pseudo-libérale de la bourgeoisie n'est capable de présenter une forme moins rebutante du capitalisme, plus que jamais la révolution socialiste est à l'ordre du jour. C'est pourquoi la réaction s'en prend féroce aux dirigeants révolutionnaires.

Les révolutionnaires du monde entier engagent une nouvelle campagne pour la mise en liberté de Hugo Blanco. Démarches à l'ambassade du Pérou à Paris, télégrammes envoyés au palais du gouvernement à Lima, manifestations, tendront à rompre l'isolement que les militaires espéraient fatal et définitif.

ENVOYER MESSAGES ET TELEGRAMMES :

- Ambassade du Pérou : 50, avenue Kléber, Paris-16^e.
- General VELASCO, Presidente de la Junta Militar, Palacio del Gobierno, Lima - Perou.
- Comité « Solidarité-Pérou » : Andrée DINOUART, 30, av. Carnot, Paris-17^e, C.C.P. Paris 134-19-97.

le 1^{er} mai en Espagne



DECLARATION EMANANT DE L'UNION DES ETUDIANTS LIBANAIS ET DES DIFFERENTES UNIONS DES ETUDIANTS ARABES A BRUXELLES

Les étudiants libanais en particulier, et les étudiants arabes en général, désapprouvent énergiquement la répression sauvage par le gouvernement libanais, de la manifestation pacifique de solidarité avec la Résistance Palestinienne ; répression qui s'est soldée par plusieurs tués et une multitude de blessés notamment dans les localités de Saïda (ancienne Sidon), Beyrouth, Sour (ancienne Tyr), Barr-Elias.

Les balles du service d'ordre, qui ont servi à tuer les manifestants pacifistes libanais et palestiniens, auraient trouvé un meilleur emploi lors de l'attaque (restée impunie), par les Sionistes, du territoire libanais : attaque qui a causé la destruction de la quasi-totalité de l'aviation civile libanaise dans le dessein de briser l'unité nationale.

NOUS EXIGEONS :

- l'abolition de la loi martiale ;
- la non-interdiction des manifestations de solidarité avec la Révolution Palestinienne ;
- la relaxation des prisonniers « coupables » de solidarité avec la Révolution Palestinienne ;
- la levée des barrières opposées à la Révolution Palestinienne et la mise d'un terme aux complots permanents dont elle fait l'objet ;
- le rejet de toutes solutions politiques aux problèmes palestiniens.
- Vive la solidarité du peuple libanais avec la Révolution Palestinienne ;
- Vive la solidarité de toutes les forces progressistes arabes contre le colonialisme, le sionisme et l'impérialisme ;
- Vive la Révolution Palestinienne, fer de lance de la Révolution arabe ;
- Vive le Liban progressiste et à bas le fascisme.



L'action du 25 mars contre la Bull et une banque madrilène et la journée du 1^{er} mai constituent la première riposte organisée des travailleurs et étudiants à la levée purement formelle de l'état d'exception en Espagne.

Le 1^{er} mai, en plein centre de Madrid, malgré le quadrillage policier, les commandos urbains (composés d'étudiants et d'ouvriers) ont réussi une série d'opérations clandestines, mobiles, rapides et parfaitement coordonnées.

Un de ces commandos a attaqué la banque ibérique à coup de cocktails Molotov, pierres et bombes fumigènes. Des militants ont bloqué la circulation et répandu de la peinture rouge sur la chaussée, laissant aux voitures le soin de la répandre involontairement dans les rues alentour. Le tout a duré quelques secondes ; à 1 km à la ronde, on voyait s'élever une grande colonne de fumée.

Au même instant (11 h 30 précises), un autre commando intervenait contre la Banque Espagnole de Crédit avec force cocktails Molotov, bombes explosives, ce en plein quartier résidentiel. Une barrière de feu et de fumée bloquait la circulation.

Parrallèlement, les comités du 1^{er} mai ont fait une campagne d'explication auprès des travailleurs.

Avec ce type d'action, les militants révolutionnaires espagnols ont voulu marquer leur refus de faire du 1^{er} mai un simple symbole des luttes passées du prolétariat. Avec ces actions violentes contre des objectifs capitalistes (banques) ou impérialistes (Compagnie américaine Bull le 25 mars), ils marquent leur volonté d'ouvrir la voix à l'offensif, à la lutte révolutionnaire ; contre les réformistes, qui prétextant la répression, enfermant le mouvement ouvrier dans les processions, ils proclament la nécessité de s'organiser clandestinement pour faire échec à la bourgeoisie, et la possibilité de réussir des interventions politiques sans ambiguïté.

à diffuser
massivement
cahier rouge
n° 6/7

DOCUMENTS DU 1^{er} CONGRES
DE LA LIGUE COMMUNISTE

● Construire le parti, construire l'Internationale I. Théorie et système d'organisation.

● Principales contributions aux débats préparatoires au Congrès de fondation de la Ligue Communiste.

140 pages - 3 F

prenez
vos commandes
immédiatement